

Développements macroéconomiques récents

En 2021, la croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 3,5 % contre 0,5 % en 2020, grâce à la relance de l'activité non pétrolière et à la poursuite des investissements. Le déficit budgétaire s'est réduit à 3,1 % du PIB en 2021, contre 3,3 % les deux années précédentes, grâce aux mesures d'assainissement budgétaire visant à réduire les dépenses et à augmenter les recettes budgétaires non pétrolières. Sur les 264,5 millions de DTS alloués en août 2021, 61,5 millions de DTS ont été utilisés au cours de l'exercice 2021. La réalisation de projets d'infrastructures structurantes financées en grande partie par des prêts commerciaux et publics et mis en œuvre dans le cadre de la politique d'émergence du pays, a conduit à une forte croissance de la dette. Le taux d'endettement public est passé de 28,8 % du PIB en 2015 à 46 % en 2021.

L'inflation a été contenue et a atteint 2,5 % en 2021, contre 2,4 % en 2020, en raison d'un système de contrôle des prix des produits de première nécessité. En mars 2022, la banque centrale a relevé son principal taux directeur de 3,5 % à 4 %. Les créances douteuses brutes représentaient 16,8 % de l'encours des prêts du système bancaire. Le déficit des comptes courants s'est creusé pour atteindre 4,1 % du PIB en 2021 contre 3,5 % en 2020, en lien avec la forte hausse des prix à l'importation. Les réserves de change ont légèrement diminué en 2021 pour atteindre 3,7 mois d'importations contre 3,8 mois en 2020. En 2021, le taux de chômage s'est établi à 6,1 %, contre 3,84 % en 2020, tandis que le taux de sous-emploi a reculé à 65 %, soit une baisse de 4 points de pourcentage sur la période.

Perspectives et risques

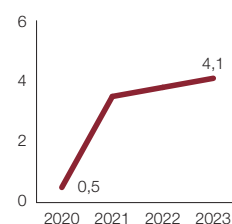
En 2022, la croissance pourrait atteindre 4,1 % et 4,3 % en 2023, en raison notamment de l'augmentation de la production de gaz. Avec la poursuite de la consolidation budgétaire engagée dans le cadre d'un programme économique et financier signé avec le FMI en juillet 2021, le déficit budgétaire

devrait s'améliorer pour atteindre 1,9 % du PIB en 2022 et 1,3 % en 2023. L'inflation devrait rester inférieure à 3 % au cours des deux prochaines années, principalement en raison de la poursuite du système de contrôle des prix et des concertations du Gouvernement avec les acteurs des filières de production et de commercialisation des principaux produits de consommation. La balance courante devrait rester déficitaire en raison de la relative rigidité à la baisse des prix des importations. Les réserves de change devraient atteindre 3,9 mois d'importations en 2022 et 4,2 mois en 2023. Les perspectives demeurent incertaines. Elles restent dépendantes de l'évolution de la crise sanitaire, mais également de l'adhésion d'un plus grand nombre de la population à la vaccination, de la poursuite des mesures barrières et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

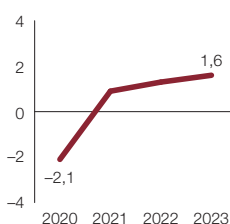
Changement climatique et options de politiques publiques

Le Cameroun occupe la 68^e place sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Le pays est sujet aux inondations, à la déforestation, aux sécheresses récurrentes dans le nord et à une durée incertaine des saisons des pluies. Le changement climatique affecte fortement le secteur agricole, et plus particulièrement l'agro-industrie, qui représente près de 33 % de la production du secteur industriel. Le taux d'urbanisation, qui atteint 58 % contre une moyenne de 41 % en Afrique subsaharienne en 2020, accroît les défis à relever en termes d'urbanisation durable, de planification urbaine et de réduction de la pollution. La Contribution Déterminée au niveau National (CDN), soumise en octobre 2021, vise à réduire les émissions de 35 % d'ici 2030. La part de la population ayant accès à l'électricité est de 90 % dans les zones urbaines contre seulement 20 % dans les zones rurales. La part des énergies renouvelables dans le mix électrique devrait atteindre 25 % en 2035, contre 2 % en 2019. Le taux d'accès à l'eau de la population a atteint près de 62 % en 2020, avec un objectif de 80 % en 2025.

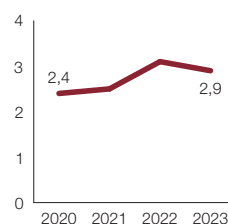
Taux de croissance du PIB réel (%)



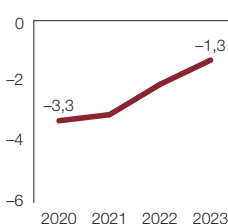
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



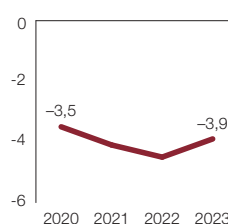
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.